

vit à ce sujet, et qui devint, comme on le verra tout à l'heure, le point de départ du fatal voyage de Queretaro, demande à être textuellement citée :

« Mexico, 9 février 1867.

« Mon cher ministre don Teodosio Lares,

« La situation actuelle du Mexique m'émeut profondément. Chaque résolution adoptée pour terminer la guerre civile nous conduit à l'allumer davantage, et partout où l'on prétend consolider l'empire coulent des torrents de sang, sans obtenir le moindre avantage.

« On espérait qu'une fois l'empire émancipé de l'intervention française, notre action se ferait sentir d'une façon salubre en faveur de la paix et du bien-être des populations. Malheureusement c'est le contraire qui est arrivé, et si les faits à jamais lamentables de San Jacinto et du Monte de las Cruces ne servent pas à nous ouvrir les yeux, ils constitueront le souvenir le plus amer de l'empire.

« On se promettait beaucoup de l'habileté, de l'aptitude, de la loyauté et du prestige des généraux Mejia, Miramon et Marquez. Le premier a quitté le service sous prétexte de son état de santé; le second a sacrifié, presque sans combattre, dans la première bataille qu'il a livrée, tous les éléments qu'on lui avait confiés; le troisième, après avoir tout extorqué par les moyens les plus vio-

lents aux citoyens laborieux et pacifiques, a ordonné une expédition mal calculée, dont les sanglants résultats ne seront jamais assez déplorés.

« En même temps, le Trésor est épuisé; pour faire misérablement face aux services de quelques branches de l'administration, il faut imposer des emprunts forcés, impossibles à réaliser, même au moyen des procédés les plus vexatoires, et décréter des contributions extraordinaires plus odieuses que productives.

« L'empire n'a donc pour lui ni la force morale ni la force matérielle; les hommes et l'argent le fuient, et l'opinion se prononce de toutes manières contre lui.

« D'un autre côté, les forces républicaines, que l'on a injustement prétendu représenter comme désorganisées, démoralisées et animées seulement du désir de piller, prouvent par leurs actes qu'elles constituent une armée homogène, stimulée par la valeur et l'habileté de son chef, et soutenue par l'idée grandiose de défendre l'indépendance nationale qu'elle croit mise en péril par la fondation de l'empire.

« Dans une situation si critique, nous n'avons pas même la ressource d'un appel au suffrage universel des populations, parce que le vote des quelques localités occupées par les armes impériales ne signifierait rien quant au résultat. Le moment d'employer ce moyen est passé; nous devons y renoncer pour toujours.

« J'ai contracté envers le Mexique l'engagement solennel de ne jamais être une occasion pour prolonger l'effusion du sang. L'honneur de mon nom et l'immense responsabilité qui pèse sur ma conscience devant Dieu et devant l'histoire me prescrivent de ne pas différer davantage une grande résolution qui fasse immédiatement cesser tant de maux.

« J'espère donc que vous voudrez bien, avec la promptitude qu'exige la circonstance, m'indiquer les mesures que vous jugerez opportunes pour dénouer la crise actuelle, en vous réglant sur les idées exprimées dans cette lettre et en vous préoccupant uniquement du bien et de la prospérité du peuple mexicain, avec un entier détachement de tout intérêt politique ou personnel.

« Signé : MAXIMILIEN. »

De la part de tout autre prince, la première partie de cette lettre serait étrange jusqu'à l'invraisemblance. On a peine à se figurer un chef de gouvernement parlant avec ce dédain acrimonieux des hommes qui essaient encore de le servir, et avec cette élogieuse complaisance de l'ennemi qui cherche à lui porter les derniers coups. Mais, toujours prompt à tomber dans les extrêmes, Maximilien prenait rarement la plume sans céder à l'entraînement de l'hyperbole, soit dans un sens, soit dans l'autre ; peut-être même cette disposition s'exagérait-elle encore quand un pessimisme pas-

sager le dominait. La pondération lui manquait dans le style comme dans les résolutions de la vie. Déjà l'année précédente, en présence de l'armée française et des troupes qu'on travaillait à rallier autour de son trône pour le défendre contre les entreprises juaristes, à la face des partisans de l'empire qui risquaient tout en s'y ralliant, on l'avait vu se complaire à décerner, dans un document public, un brevet de valeur et de constance à M. Juarez. Le préambule de la lettre à M. Lares n'a donc rien qui doive surprendre, pas plus que la conclusion nébuleuse à laquelle aboutit un exorde qui semblait annoncer quelque grande détermination.

A coup sûr, cette lettre ne fut pas un acte purement spontané. Laissé à lui-même, il est peu présumable que Maximilien eût répudié d'avance, d'une façon aussi absolue, le recours à un appel électoral dont la pensée l'avait séduit, depuis Orizaba, chaque fois qu'il s'y était trouvé ramené. Il est moins probable encore qu'il se fût adressé à M. Lares, dont il n'aimait ni la personne, ni les manières de voir, ni le parti. Son penchant naturel le portait à chercher des conseils un peu partout et le plus souvent en dehors des conseillers officiels. Mais, pour cette raison même, le ministère était constamment sur le qui-vive. Averti par le père Fischer des nouvelles hésitations qui agitaient l'esprit de l'empereur, il dut craindre qu'un avis accidentel, recueilli et suivi à l'improviste,

ne vint renverser les projets auxquels le maintien de la fiction impériale servait de pivot. C'était une éventualité dangereuse qui pouvait à n'importe quel moment déjouer toutes les précautions, aussi longtemps que Maximilien séjournerait à Mexico. Il y connaissait trop de monde. L'intérêt de la politique ministérielle exigeait sa translation dans un milieu où il ne connût personne. L'occasion et le prétexte n'étaient pas toutefois faciles à trouver pour faire entendre une suggestion aussi singulière, aussi hasardeuse que celle d'abandonner la capitale. On s'arrangea de manière à ce que l'empereur lui-même la provoquât, en posant au président du conseil une question dont le vague prêtait à toutes les réponses et ouvrait la porte à tous les programmes. Telle fut assurément l'idée à laquelle obéit la main du père Fischer, tandis qu'il écrivait en apparence sous la dictée de son maître la note consultative du 9 février. En plus d'un endroit, on peut reconnaître que le secrétaire se transforma en collaborateur actif, en inspirateur insinuant. Les voies ainsi préparées au conseil qu'il s'agissait de lancer, voici en quels termes M. Lares répondit à la question qu'il avait eu l'habileté de se faire poser :

« Mexico, 10 février 1867.

« Sire,

« La lettre de Votre Majesté, en date d'hier, m'a profondément troublé et, comme il était de

mon devoir, j'ai réuni sur-le-champ les ministres que j'ai l'honneur de présider. Après avoir examiné consciencieusement les idées développées dans cette lettre, notre premier mouvement fut de résigner les fonctions dont nous a honorés la confiance de Votre Majesté, dans la persuasion que le ministère actuel n'est pas en état de servir la difficile politique que Votre Majesté se propose d'adopter. Le ministère croit que, dans l'extrémité à laquelle nous a réduits la déloyauté du gouvernement français, l'extermination complète de l'un des adversaires peut seule assurer la victoire de l'autre et rétablir la paix. Mais une considération nous a décidés à ne pas donner suite à cette idée de démission. Alors que Votre Majesté a accepté avec tant de courage et d'abnégation le vote de les conseillers et résolu de demeurer à la tête de la nation, nous avons pour devoir de rester auprès du trône et de partager avec Votre Majesté toutes les amertumes du présent, toutes les incertitudes de l'avenir.

« Cette résolution prise, nous prions Votre Majesté de juger notre attachement à sa personne d'après le sacrifice que nous faisons de nos opinions pour seconder son désir de mettre fin à la guerre par des moyens qui nous sont antipathiques.

« Ceci établi, et en vue des dernières déterminations de Votre Majesté, je vais lui exposer l'unique moyen que je crois praticable pour dé-

nouer la crise dont le Mexique souffre depuis près de quatre mois.

« Nous devons avant tout éviter à la capitale les calamités d'un siège et les horreurs d'un assaut ; c'est donc ailleurs qu'il faut aller tenter la solution, à *Queretaro par exemple*, où l'empire compte encore de nombreux adhérents. En y concentrant le plus grand nombre possible de troupes régulières sous les ordres des généraux les plus renommés et les plus loyaux, afin de constituer une armée respectable, il conviendrait que Votre Majesté prit le commandement en chef pour étouffer les rivalités et les préférences inévitables entre nous, chaque fois que se trouvent en présence deux ou plusieurs officiers du même grade.

« Ayant ainsi pris une attitude véritablement forte, qui fasse comprendre aux républicains qu'ils rencontreront encore d'énergiques résistances à vaincre, on devra entrer directement en pourparlers avec don Benito Juarez. Il est probable qu'il s'y refusera et ici se présente la difficulté ; mais, pour l'y amener, on pourra se prévaloir de l'état de fatigue où est la nation et de la lassitude qui doit nécessairement accabler ceux qui le suivent. L'appel au vote public ne sera proposé dans aucun cas. Juarez est fanatique de la légalité de son titre ; il croit de bonne foi à son mandat et ne consentira jamais à le mettre en doute. Le débat devra donc se limiter à faire stipuler l'in-

troduction des réformes constitutionnelles suivantes par le premier congrès :

« 1^o Création d'un Sénat.

« 2^o Inamovibilité des ministres de la cour suprême à l'exception du président, qui sera renouvelé tous les huit ans et nommé par le Congrès.

« 3^o Election directe du président et des députés.

« 4^o Restitution du droit de vote actif et passif au clergé.

« 5^o Liberté aux corporations d'acquérir des biens, en réglant un mode d'aliénation périodique pour les valeurs mobilières qu'elles acquerront.

« Il faudrait aussi stipuler expressément que le gouvernement républicain proclamera une franche amnistie, et que les personnes qui n'y seraient pas comprises seront jugées par les tribunaux ordinaires avec toutes les garanties qu'assuraient les lois en vigueur avant le 31 décembre 1861, en considérant comme abrogées toutes celles qui ont été postérieurement promulguées sur la matière.

« Il conviendrait également de faire en sorte que la République reconnaisse la dette intérieure contractée par l'Empire et admette comme valables les concessions et privilèges industriels ou commerciaux accordés par Votre Majesté.

« De cette manière, les réformes constitutionnelles satisferont les aspirations du parti conservateur et les intérêts du clergé ; l'amnistie et le jugement par les tribunaux ordinaires tranquilliseront les personnes qui se sont compromises

pour l'Empire ; si l'on obtient en outre la reconnaissance de la dette et des concessions, ceux qui y sont intéressés n'auront qu'à se féliciter.

« Je considère le plus profond secret comme d'une importance vitale dans toute cette affaire ; il est évident, en effet, que si, avant d'arriver à un arrangement définitif, l'éveil était donné à certains généraux en chef de l'armée, les nobles vues de Votre Majesté se trouveraient aux prises avec leur intérêt personnel mis en péril par la conclusion de la paix et le rétablissement de l'ordre.

« Je ne me berce pas de l'espoir que Votre Majesté verra le succès couronner ses nobles efforts ; mais, quoi qu'il advienne, j'aurai pour moi la satisfaction de n'avoir reculé devant aucune manière d'attester le profond attachement avec lequel je suis, etc.,

« Le Président du conseil des ministres,

« TEODOSIO LARES. »

Pas plus comme conception militaire que comme conception politique, le plan tracé dans cette lettre ne soutenait une minute d'examen. Il allait à l'encontre de l'évidence, à l'encontre même du bon sens, et cela était tellement palpable que son auteur, en le développant, n'osait pas y accoler une seule expression de confiance. Il avait su, en revanche, l'entourer avec un art infini des perspectives les mieux faites pour en masquer le vide aux yeux de l'empereur et pour captiver exclusi-

vement son attention. Rappeler à Maximilien le courage et l'abnégation dont il faisait preuve en restant à la tête de la nation ; faire appel à sa bonté native en lui parlant d'éviter les horreurs d'un siège à sa capitale, et en même temps lui faire entrevoir un déplacement, l'existence du soldat en campagne, un rôle militaire à jouer ; puis, au bout de tout cela, la possibilité, si lointaine et si vague qu'elle fût, du rôle d'arbitre politique ; — tenir ce langage à Maximilien, c'était le prendre à la fois par ses sentiments les meilleurs et par ses instincts les plus capricieux, par les côtés généreux de sa nature et par les dispositions les plus versatiles de son tempérament. L'effet était inmanquable. Il ne se fit pas attendre. La lettre de M. Lares avait été écrite le 10 ; le 13, à cinq heures du matin, l'empereur prenait la route de Queretaro. Quarante-huit heures avaient suffi pour entraîner à la plus grave des résolutions cet esprit d'ordinaire si lent à se résoudre, et pour terminer, malgré le manque presque total de ressources, les préparatifs matériels d'un voyage qui n'était pas autre chose au fond qu'une entrée en campagne. Tout avait d'ailleurs été mené avec une telle rapidité, conduit avec un tel mystère, que rien n'avait transpiré. Le départ était un fait accompli depuis plusieurs heures quand la population en eut connaissance¹.

1. Les rares passants que le hasard d'une sortie matinale avaient rendus témoins de ce départ presque furtif, racon-

Le soir, le *Diario oficial* contenait cette note laconique :

« S. M. l'empereur a quitté la capitale ce matin, dans la direction de l'intérieur, pour être plus à portée des opérations de l'armée. »

Maximilien emmenait avec lui les généraux Marquez et Vidaurri et une colonne de quinze cents à deux mille hommes. M. Teodosio Larés, en sa qualité de président du conseil, demeurait investi du droit de gouverner au nom de l'empereur. Toutes les autorités civiles et militaires lui devaient obéissance. Sous ses ordres, le général Tabera était chargé du commandement du deuxième corps d'armée, et le général O'Horan du commandement militaire de la capitale.

Ici se rencontre un document dont je ne parlerais pas, tant la démarche qu'il révèle est inconcevable, si le nom du signataire ne lui imprimait la plus sérieuse autorité. Ce nom est celui du général Porfirio Diaz, un des plus infatigables adversaires de l'intervention et de l'empire, mais en même temps un de ces hommes dont la conduite et le caractère commandent l'estime universelle et ne laissent point place au soupçon d'un acte équivoque. Or, voici ce que nous lisons dans une lettre

tèrent que Maximilien marchait à la tête des troupes en costume national mexicain, ayant à côté de lui le général Marquez en uniforme.

adressée de Huamantla, le 14 février 1867, par Porfirio Diaz, au général Leyva, qui remplissait, au nom de Juarez, les fonctions de commandant militaire dans le troisième district de l'État de Mexico :

« M. E. Burnouf, envoyé par Maximilien, s'est présenté dans cette ville pour m'offrir le commandement des forces qui se sont enfermées dans Puebla et Mexico, ajoutant que Marquez, Lares et compagnie seraient chassés du pouvoir et que Maximilien lui-même quitterait bientôt le pays, laissant la situation entre les mains du parti républicain... Il m'a fallu faire un véritable effort pour répondre sérieusement que, comme général en chef du corps d'armée dont le gouvernement a bien voulu me confier le commandement, je ne puis avoir avec l'archiduc d'autres relations que celles que l'ordonnance et les lois militaires autorisent avec le chef d'une troupe ennemie. Mais, comme la présence de M. Burnouf pendant la journée d'aujourd'hui et peut-être pendant celle de demain (car il m'a déclaré que l'état de sa santé ne lui permettait pas de repartir sur-le-champ) peut donner lieu à des commentaires inopportuns, je crois de mon devoir de vous informer de ce qui précède. »

D'après la date de cette lettre, le négociateur dont elle signale l'arrivée au camp juariste avait

dû quitter Mexico le 9 ou le 10 février, pour être à Huamantla le 14. Il en résulte une complète coïncidence entre la lettre écrite par l'empereur à M. Lares pour lui demander un programme et la mission confiée à M. Burnouf pour aller offrir à Porfirio Diaz les conditions qu'on a vues. Maximilien se serait ainsi adressé simultanément aux deux partis. Peut-être le fait fut-il connu ou tout au moins soupçonné du ministre et du général Marquez. Ce serait l'explication complémentaire de la précipitation qu'ils mirent à éloigner le prince de la capitale. Bien que la réponse de Porfirio Diaz aux ouvertures impériales ne fût pas douteuse, ils jugèrent que mieux valait ne pas lui laisser le temps d'arriver.

Quoi qu'il en soit, Marquez et ses amis politiques avaient voulu être maîtres de la situation ; ils l'étaient désormais sans conteste, en pleine sécurité. Maximilien, à Mexico, pouvait encore avoir la velléité et trouver les moyens d'échapper à leur direction ; à Queretaro, ce n'était plus qu'un nom dont ils avaient toute liberté de faire un mot d'ordre à leur guise.

CHAPITRE VIII

SOMMAIRE : La situation militaire. — L'empire réduit à trois villes isolées l'une de l'autre. — Premier emprunt forcé à Mexico. — Conflit entre le corps diplomatique et le ministère. — Instant d'hésitation. — Réapparition soudaine de Marquez avec le titre de lieutenant général de l'empire. — Inauguration d'un régime nouveau. — Expédition manquée. — Chute de Puebla. — Porfirio Diaz met le siège devant la capitale.

En quittant la capitale, le maréchal Bazaine avait annoncé l'intention de descendre à petites journées sur Vera-Cruz, de manière à être le plus longtemps possible à même de revenir sur ses pas, si quelque grave événement l'exigeait. Sa première étape fut effectivement fort courte ; durant vingt-quatre heures, ses bivouacs restèrent à une lieue de Mexico. Mais dès le lendemain, quand les traînards et les détachements laissés en surveillance eurent rallié le camp, il accéléra sa marche. Le 8 février, il arriva à Puebla où il s'arrêta quelques